



DECLARATIONS DES ORGANISATIONS SYNDICALES DE L'ALLIER

Vous avez, à nouveau, décidé de décliner dans l'Allier les suppressions d'emplois décrétées par le gouvernement pour 2018.

Après les 14 emplois supprimés en 2017, cette année 2018 nous avait été présentée comme une année de « *clémence* » avant des jours plus difficiles. Cependant, avec 15 nouveaux emplois détruits, nous ne trouvons pas l'année 2018 particulièrement clémentine et nous sommes excessivement inquiets pour l'année 2019.

Depuis 2011, date de la fusion, ce sont au total 107 emplois qui ont été supprimés dans l'Allier, soit 20 % de l'effectif. Ces chiffres démontrent la froide brutalité des mesures prises, il s'agit d'un véritable plan social conduit par l'État qui va encore s'amplifier dans les prochaines années pour aboutir à une liquidation sans autre forme de procès.

La première conséquence, ce sont les 107 jeunes qui n'ont pas été recrutés et qui sont chômeurs ou emplois civiques à 500 € par mois. Quel bel avenir pour la jeunesse !!

La seconde concerne les agents qui restent encore et qui doivent, sans moyen, maintenir un semblant de Service Public, mais dont les conditions de vie au travail ne cessent de se dégrader.

Confrontés à une exigence de résultats, à une charge de travail à laquelle ils ne peuvent plus faire face, au sentiment d'abandon du Service public et de perte de sens de leur travail, leur situation et leur santé deviennent particulièrement préoccupantes.

Jamais nous avons eu à connaître autant de situations dramatiques, dans tous les sites et à tous les échelons

Il n'est plus temps de prétendre : « nous allons faire au mieux avec les moyens dont nous disposons », alors qu'il est patent que les chefs de service imposent une pression toujours plus grande pour satisfaire les indicateurs et maintenir l'illusion que les missions sont toujours remplies.

C'est la même exigence que le Directeur Général, qui exécute lui-même un plan politique décidé par le gouvernement, vous impose à votre niveau.

En conséquence, vous allez devoir exposer clairement aux agents, aux contribuables, aux citoyens et aux élus locaux, ce qui, dès le 1^{er} janvier 2018 ne sera plus fait par la DDFIP de l'Allier.

Comme tout bon gouvernement appliquant une politique de réduction de la dépense publique, le Pouvoir Exécutif n'a de cesse de clamer son attachement au Service Public, son importance pour la population, etc...

Pour autant, contrairement à ces discours lénifiants qui nous sont servis à longueur de temps, la réalité est tout autre.

La vérité, c'est la mise en place d'un comité CAP 2022 dont les seuls objectifs sont d'inventorier ce qu'il est possible de transférer, de privatiser ou d'abandonner comme missions de service public.

On retrouve dans ce comité nombre d'experts issus de la commission Attali, réunie en 2008 par Nicolas Sarkozy, ainsi que plusieurs membres de l'Institut Montaigne, des libéraux dont on peut être assurés sans aucun doute possible de leur attachement sans faille au Service public.

Il ne s'agit pas d'une dramatisation ou d'une caricature de notre part, mais bien de la réalité. Pour ceux qui en douteraient, il suffit de consulter le forum participatif sur la transformation de l'action publique qui, en douze questions, propose de privatiser ou d'abandonner des pans entiers des services publics.

La mort du Service Public c'est la mort de l'État de Droit !

CAP 2022, qui rendra ses conclusions, d'ors et déjà aisément prévisibles, en mars 2018 n'arrive pas par hasard. De grandes « réformes » vont être mises en œuvre : le prélèvement à la source, c'est à dire la privatisation du recouvrement, la suppression annoncée de la TH, qui condamne à terme les collectivités territoriales, la suppression de l'ISF...etc. La liquidation programmée de la DGFIP pourra ainsi s'appuyer sur les préconisations de ces soi-disant experts impartiaux.

Afin d'anticiper la liquidation de la DGFIP, le Directeur Général s'attaque à nos règles de mutation en laissant toute la latitude aux directeurs locaux pour décider arbitrairement des mutations de chaque collègue au sein du département.

Cela rappelle étrangement la politique du gouvernement dans le secteur privé : effacer les règles et protections nationales pour laisser le salarié, l'agent, seul face à son patron. L'attaque de la Direction Générale contre les règles de gestion cherche ainsi à casser les droits que les agents ont acquis par les luttes et rapport de force.

Aujourd'hui, nous vous demandons, sans illusions, de surseoir aux suppressions d'emplois pour 2018.

Quelle que soit votre décision, la confrontation est désormais inéluctable puisse qu'il s'agit d'un choix de société que veut imposer le gouvernement en rupture avec le principe d'égalité des citoyens.